

Nico Carpentier

« Différencier accès, interaction et participation »

Texte introductif de *Publics et TIC. Confrontations conceptuelles et recherches empiriques*

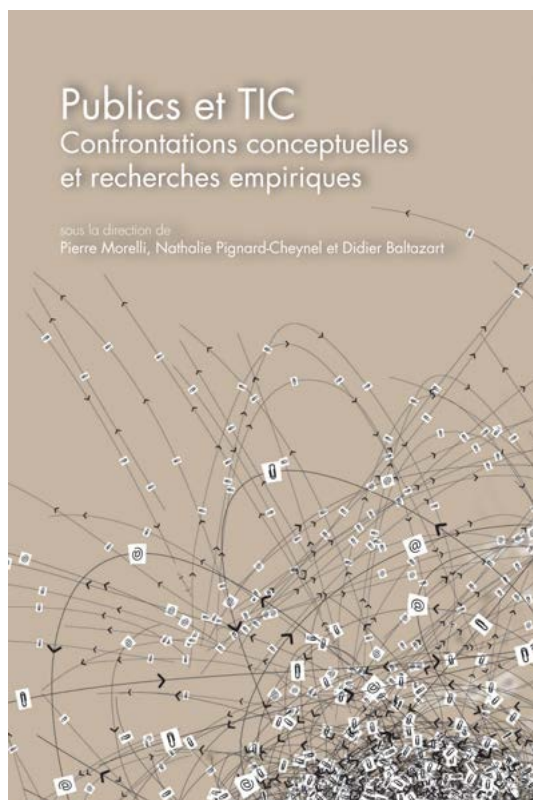


Image de couverture : Philippe Andilla
philippe.andilla@univ-lorraine.fr

Pour citer ce chapitre

Carpentier N., 2016, « Différencier accès, interaction et participation », pp. 45-69, in : Morelli P, Pignard-Cheynel N., Baltazart D., dirs, *Publics et TIC. Confrontations conceptuelles et recherches empiriques*, Nancy, PUN-Éditions universitaires de Lorraine.

Ce document est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons : attribution, pas d'utilisation commerciale, pas de modifications 3.0.



> SOMMAIRE

Introduction

- 7 *Pierre Morelli et Nathalie Pignard-Cheynel*
Le public saisi par les TIC
- 25 *Pierre Morelli*
Au-delà de l'usage : du public pour penser les TIC
- 45 *Nico Carpentier*
Différencier accès, interaction et participation

Les TIC pour rendre public

- 71 *Nanta Novello Paglianti*
Représentations médiatiques de l'espace public : le cas des « apéros géants »
- 89 *Arnaud Povéda*
Les jeunes diplômés face à leurs publics :
l'engagement sur un réseau socionumérique professionnel
- 105 *Marie-Caroline Heïd*
Médias participatifs : du statut d'utilisateur à membre d'un public
- 121 *Aurélié Aubert*
Logiques identitaires des publics participatifs.
Une étude des ressorts de la contribution en ligne
- 137 *Valérie Campillo et Martine Sigal*
« Rendre public » sur l'internet : les motivations des acteurs anonymes

Être public des TIC

- 159 *Jean-Claude Domenget*
Les figures de l'utilisateur de Twitter
- 175 *Didier Paquelin*
Lieux publics, publics des lieux. Analyse des usages
et non-usages des points d'accès public à l'internet
- 203 *Isabelle Choquet*
Les publics 2.0 et l'entreprise : l'internet comme espace de médiation
- 231 *Karel Soumagnac*
Livres numériques à destination des étudiants en bibliothèque universitaire :
publics et pratiques informationnelles
- 249 *Cathia Papi*
L'université et son public entre traditions et évolutions

(Re)penser les publics par les TIC

- 271 *Karine Berthelot-Guiet*
Le consommateur au spectacle de la marque 2.0
- 289 *Émilie Mondoloni et Évelyne Mounier*
Bibliothèques jeunesse en ligne et publics jeunes
- 309 *Marlène Loicq*
Être public et faire public. La représentation des publics et les conditions de l'être public dans trois contextes socio-politiques distincts
- 323 *Hélène Laurichesse*
Les publics au cœur de l'univers de marque des industries culturelles. L'expérience de la mission *Braquo*
- 341 *Daniel Thierry*
Publics exclus et TIC. Ruralité et disqualification sociale, deux échecs pour la vision enchantée des TIC
- 359 **Abstracts**

> INTRODUCTION

NICO CARPENTIER

Communication and Media Studies

Vrije Universiteit Brussel (B-1050) et Charles University, Prague (CZ-11001)

nico.carpentier@vub.ac.be

DIFFÉRENCIER ACCÈS, INTERACTION ET PARTICIPATION¹

Résumé. — Le web 2.0 a redonné au concept de participation une pertinence pour les études sur les médias et sur la communication. La participation est fréquemment employée dans les textes académiques à propos des réalités médiatées et plus précisément dans celles liées aux médias en ligne. Cet engouement éprouvé par les chercheurs s'accompagne souvent d'un manque d'élaboration théorique du concept de participation, ce qui fragilise les recherches empiriques portant sur les pratiques participatives dans et à travers les médias. Ce chapitre se propose de renforcer l'ossature théorique du concept de participation par l'utilisation d'un point de vue négativo-relativiste et interdisciplinaire permettant de distinguer accès, interaction et participation. La mise en débat définitionnelle permet de mettre en évidence le lien étroit existant entre participation, pouvoir et prise de décisions, tandis que l'accès et l'interaction sont envisagés comme des conditions préalables à la participation. La comparaison conceptuelle mène au développement du modèle AIP permettant de cartographier les différentes significations des concepts d'accès, d'interaction et de participation.

Mots clés. — Participation, accès, interaction, sens conceptuel, pouvoir, prise de décision, nouveaux médias, web 2.0, médias communautaires, e-démocratie, délibération.

¹ Je tiens à remercier les éditeurs et traducteurs pour leur patience précieuse, leur soutien et leur énergie.

Dans le domaine des études sur la communication et les médias, la participation a réapparu et s'est peu à peu réimposée comme concept important, donnant du sens et une perspective démocratique à la configuration contemporaine des médias et à leurs rapports avec d'autres sphères sociétales. La participation aux et par les médias est redevenue l'un des points d'ancrage permettant de discuter et d'apprécier les évolutions médiatiques contemporaines. De même, la notion de participation, comme nous en débattons plus loin, reste floue par la fréquence et la diversité de son emploi, ainsi que par sa nature intrinsèquement politique. Certes, ce flou conceptuel est omniprésent au sein de la communauté académique et ne doit pas être problématisé à l'excès. Qui plus est, il demeure essentiel de ne pas passer sous silence la contingence et l'indétermination structurelle de la notion de « participation ». Une certaine stabilité dans le discours est cependant nécessaire pour pouvoir analyser et utiliser ce concept.

Le positionnement scientifique choisi consiste à aborder le concept de participation dans une perspective « négativo-relationniste » et interdisciplinaire. Cette perspective permet d'aborder de manière plus ciblée la participation par rapport aux concepts d'accès et d'interaction, et d'explicitier les différences conceptuelles. Nous formulons l'hypothèse que ces notions restent très différentes, dans leurs origines théoriques comme dans leurs significations respectives. Néanmoins, elles sont souvent intégrées (ou confondues) dans les définitions de la participation. Rappelons, à titre d'exemple, la définition de Alberto Melucci (1989 : 174, traduction de l'éditeur) qui lui en donne un double sens. Participation « signifie à la fois prendre part, autrement dit, agir de sorte à promouvoir les intérêts et les besoins d'un acteur, tout comme appartenir à un système, en s'identifiant aux « intérêts généraux de la communauté ».

Revisiter les débats théoriques sur la participation (ainsi que sur l'accès et l'interaction) dans divers champs de recherches permet de multiplier les angles permettant de saisir ces trois concepts, tout en caractérisant ce qui les distingue. C'est pourquoi l'analyse présentée dans ce texte ne se cantonne pas au domaine de la communication et des études médiatiques et s'étend à une vaste variété d'autres champs. Interdisciplinaire, notre état de l'art vise les écrits scientifiques distinguant participation, accès et interaction ou qui focalisent sur le caractère autonome de l'un de ces trois concepts.

En outre, cette perspective négativo-relationniste et interdisciplinaire offre la possibilité de définir quatre domaines où l'accès, l'interaction et la participation sont à l'œuvre : les technologies, les contenus, les personnes et les organisations. Ces quatre domaines, en combinaison avec la dimension production/réception, permettent de structurer les différentes acceptions attribuées à l'accès, l'interaction et la participation, pour, *in fine*, les intégrer dans un modèle nommé « AIP »².

² Présenté dans des publications antérieures (voir Carpentier, 2011), le modèle AIP sera développé ici de manière plus détaillée et plus explicite.

L'accès

Employé dans le langage courant, la notion d'« accès » est rarement clairement définie. Parallèlement, elle est utilisée dans un large éventail de domaines de recherche, auxquels nous pouvons recourir pour approfondir notre compréhension. La géographie l'utilise souvent dans les questions d'accès à des espaces spécifiques. Des analyses plus historiques (et spatiales) traitent de l'accès à la terre et de l'enclosure des vaines pâtures (Neeson, 1996), alors que des analyses plus récentes ajoutent une dimension centrée sur l'accès à des ressources comme la nourriture (Morton, 2008) et l'eau (Wegerich, Warner, 2004). Autre domaine où l'accès est un sujet primordial : les *disability studies*³. Titchkolsky (2011 : 3, traduction de l'éditeur), voit en l'accès « une manière qu'ont les personnes d'être liées aux façons dont elles sont représentées en tant qu'êtres dans les différents endroits où elles se trouvent ».

Toutefois, comme le remarquent Paul T. Jaeger et Cynthia A. Bowman (2005 : 63, traduction de l'éditeur), les débats sur l'accès touchant au handicap ne se limitent pas à l'accès matériel (à des objets et des lieux), mais englobent aussi l'accès intellectuel (accès aux idées, accès à l'éducation), faisant de l'accès « un concept à facettes multiples impliquant tous les aspects de la vie quotidienne ». Dans cette dernière approche, l'accès est considéré dans un contexte plus institutionnel. Roy Penchansky et J. William Thomas (1981 : 127, traduction de l'éditeur) analysent, par exemple, la façon dont le concept est exploité en relation avec les services de santé et distinguent clairement les définitions qui « assimilent l'accès à l'entrée dans un système et à son utilisation » de celles qui renvoient aux facteurs influençant cette entrée et cette utilisation.

Qu'il s'agisse de la présence d'objets ou de personnes, d'informations (et donc d'idées et de connaissances), de la présence à l'intérieur d'espaces, ou d'institutions (ou d'organismes) spécifiques, ces exemples montrent combien la notion de « présence », associée à l'absence de restriction envers cette présence est importante pour définir l'accès. Les études portant sur les médias mobilisent de manière identique l'accès en lien étroit avec l'idée de présence. Le rapprochement entre « l'accès » et ce type d'études est souvent présent dans les travaux portant sur la fracture numérique. Le caractère central de l'accès (inégalitaire) aux technologies informatiques y joue un rôle crucial, et fonctionne comme point nodal ce qu'illustre fort bien la définition que donne Ronald E. Rice (2002 : 106, traduction de l'éditeur) de la fracture numérique : « l'accès différencié à l'Internet, et son utilisation en fonction du genre, du revenu et du lieu ». Comme d'autres études nous ont amené à le préciser (Carpentier, 2003), ces questions

³ Les chercheurs engagés dans les « *disability studies* » analysent le handicap en lien avec des facteurs sociaux, culturels et politiques (Albrecht, Ravaut, Stiker, 2001). Une différence peut être observée entre les recherches anglo-saxonnes et celles françaises. Pour les premières, le concept de « handicap » est négativement connoté tandis que sa signification plus neutre dans la langue française favorise *a priori* son emploi par les chercheurs francophones (Ville, Ravaut, 2007 : 142).

sont au cœur des discours sur la fracture numérique. De l'accès à des ordinateurs connectés, c'est-à-dire de la possibilité d'utiliser ces machines, découle l'accès à des niveaux d'informations, de connaissances et de communication supérieurs ou à d'autres avantages socialement valorisables et vitaux de sorte qu'en cas d'absence d'accès se développerait un « illettrisme numérique » (« *digibetism* ») qui créerait ou accentuerait le fossé entre nantis et démunis de l'information et de la communication.

Le discours sur la fracture numérique dans les médias focalise sur l'accès aux technologies (et plus spécifiquement aux TIC), lesquelles permettent d'accéder aux contenus médiatiques. Dans les deux cas, la notion d'accès revient à matérialiser une présence (envers les technologies ou les médias). On trouve une illustration de ces différentes manières de définir l'accès par rapport à la présence chez John E. Newhagen et Erik P. Bucy (2004) dans le chapitre introductif de leur ouvrage *Routes to Media Access [Les Voies d'Accès aux Médias]* où est défini l'accès technologique *via* ses deux composantes : l'accès physique à l'ordinateur et l'accès au système. L'accès physique implique « le fait d'être réellement en mesure de s'asseoir devant un ordinateur configuré pour surfer sur internet » (Newhagen, Bucy, 2004 : 8, traduction de l'éditeur), alors que l'accès au système désigne le fait de se connecter au réseau internet. Le deuxième type d'accès qu'ils identifient concerne les contenus, qui eux aussi regroupent deux composantes : l'accès cognitif et l'accès social. Par accès social, il est question pour des groupes spécifiques d'accéder au contenu, ce qui témoigne de l'existence de différences au niveau sociétal. Avec l'accès cognitif, nous sommes ramenés vers le territoire de l'interaction. L'accès cognitif est envisagé pour décrire « les ressources psychologiques que l'utilisateur apporte à l'interface de l'ordinateur et s'intéresse à la façon dont les personnes s'orientent vers le média, traitent les informations, et s'engagent dans la résolution de problèmes quand ils utilisent des technologies de l'information et de la communication » (Newhagen, Bucy, 2004 : 12, traduction de l'éditeur).

Bien que sur le plan conceptuel, l'emploi de la notion d'accès au contenu par John E. Newhagen et Erik P. Bucy (2004) soit quelque peu forcé, il est important pour ces chercheurs d'éviter de réduire l'accès à la seule dimension physique, où compte essentiellement la matérialité de la technologie. L'accès au contenu garde en effet une importance majeure, même dans des cas singuliers comme, par exemple, celui relevant de contenus médiatiques spécifiques. Dans les approches basées sur la question du manque de contenu, cela nous ramène à la fracture numérique. L'analyse publiée en 2000 par la *Children's Partnership* de 2000 pointe l'absence de contenu intéressant pour les personnes des milieux défavorisés, ayant un faible niveau de maîtrise de l'anglais et n'ayant que des intérêts politiques locaux. Elle concerne « les Américains défavorisés [qui] recherchent sur l'Internet les contenus suivants : des informations pratiques sur leur communauté locale, des informations exigeant un niveau d'instruction peu élevé, des documents en plusieurs langues, des informations présentant un intérêt ethnique et culturel,

des interfaces et du contenu accessibles à des personnes avec un handicap, des recherches simplifiées et des accompagnateurs pour les guider » (Children's Partnership, 2000, traduction de l'éditeur). De plus, bien que les compétences pour utiliser du contenu relèvent sans doute davantage de l'interaction avec le contenu que de l'accès à celui-ci, il demeure nécessaire d'accéder à ces compétences (ou de les acquérir) pour interagir avec les TIC. Jan Steyaert (2002 : 73-74) soutient que l'accès psychique devrait être complété par des compétences instrumentales (en lien avec la manipulation opérationnelle de la technologie), des compétences structurelles (concernant l'utilisation et la compréhension de la structure dans laquelle se trouve l'information) et des compétences stratégiques (y compris une inclinaison préalable à anticiper la recherche des informations, la prise de décision éclairée, le balayage visuel de l'environnement à la recherche de l'information appropriée). Cela nous amène à ce que Michael Gurstein (2000) appelle l'« arc-en-ciel » de l'accès, un modèle élaboré pour décrire l'accès dans le cadre de l'informatique communautaire, où les types d'accès décrits ci-dessus sont tous intégrés⁴. Gurstein parle d'accès (dans l'ordre) : à l'infrastructure réseau, aux appareils, aux outils logiciels, aux contenus/services, à l'offre de services/accès, et à l'alphabétisation/aux facilitations sociales (compétences).

La question de l'accès aux médias ne se limite pas, bien évidemment, aux médias en ligne. On peut trouver des débats plus anciens sur l'accès (aux médias) lors des travaux menés au sein de l'UNESCO sur le Nouvel ordre économique international (NOEI) et le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC). Cette lutte conduite par le Mouvement des non-alignés avait pour but principal de placer la question de la participation en meilleure position dans l'agenda politique mondial. L'introduction du concept de participation était portée par une réflexion sur l'accès, et une clarification de la différence entre accès et participation. La création en décembre 1977 d'une Commission internationale formée de seize membres sous la direction de Sean MacBride pour l'étude des problèmes de communication a été un moment important. En 1980, elle a publié un rapport intitulé *Voix Multiples. Un Seul Monde. Vers un Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication*. Dans le chapitre portant sur la *Démocratisation de la Communication*, ce rapport énonçait quatre approches dont l'une d'entre elles portait sur l'accès⁵ pour faire tomber les barrières empêchant la démocratisation de la communication. Cette approche en appelait à un « accès populaire plus large aux organes d'information et au système global de communication, grâce à l'affirmation du droit de réponse et de critique, à différentes formes de rétro-information, et à des contacts réguliers entre les communicateurs et le public » (Commission MacBride, 1980 : 169,

⁴ Seul le septième niveau de Gurstein ne figure pas ici : la gouvernance. « La façon dont sont prises les décisions concernant le développement et le fonctionnement de l'infrastructure » (Gurstein, 2000 : 37, traduction de l'éditeur), en raison de sa forte charge participative.

⁵ Les trois autres étaient la participation de non-professionnels dans la production et la diffusion des émissions, la mise en place de chaînes de communication « alternatives », et la participation de la communauté et des utilisateurs des médias à la gestion et la prise de décisions.

traduction de l'éditeur). Dans un des comptes rendus qui ont abouti au rapport MacBride, Berrigan (1979 : 18-19, traduction de l'éditeur) donne une définition claire de l'accès :

« Par définition, l'accès implique une capacité du public à se rapprocher des systèmes de communication et, concrètement, concerne deux niveaux : la capacité de choisir et la capacité de réagir. [...] En résumé, l'accès désigne l'utilisation des médias à des fins de service public. Il peut se définir en termes d'opportunités à la disposition du public qui peut choisir des programmes variés et pertinents et disposer d'un moyen de rétro-information pour transmettre ses réactions et ses exigences aux organismes de production. »

Une fois encore, la logique de présence est à l'œuvre, exprimée par une métaphore plus spatiale de « rapprochement ». Si la référence à l'accès physique est seulement implicite (allusion aux systèmes de communication et au choix), nous sommes en présence ici d'une forte mise en avant de la question de l'accès au contenu (à travers des « programmes variés et pertinents »). Étonnamment, ces réflexions focalisent aussi sur l'accès des membres du public aux organismes médiatiques, dans le but de leur fournir un retour d'information. On s'aligne ici sur le rôle de l'accès dans les débats plus classiques sur le feedback médiatique, souvent qualifié de « retardé ». Dans ce cas, l'accès revient à acquérir une présence immédiate au sein des organismes médiatiques, en disposant « d'un flux [...] de critiques et de commentaires provenant de personnes individuelles revenant vers le communicateur » (DeFleur, Dennis, 1994 : 265, traduction de l'éditeur). Comme ces deux auteurs le remarquent, « Parfois ce retour retardé prend une forme plus organisée » (*ibid.*), lorsque des groupes ou des organismes particuliers font campagne contre (ou pour) des causes spécifiques. De même, il existe des formes de retour plus organisées, autorisant un accès direct ou indirect à des instances de contrôle intervenant auprès des diffuseurs et des autorités de régulation, aux plateformes de communication qui débattent de politique médiatique et à des systèmes de conseils de la presse ou de médiateurs (Hasebrink *et al.*, 2007).

Enfin, si nous nous concentrons davantage sur la production dans les médias, l'accès joue un rôle essentiel pour décrire la présence de la technique (de production), d'organisations et d'autres personnes pour la (co)production et la diffusion du contenu. L'un des domaines pertinents où est employé le concept d'accès est celui des médias d'accès (*access media* en anglais), un type d'organisation médiatique étroitement liée aux médias communautaires. Laura Stein (2001 : 299, traduction de l'éditeur) en expose la vision américaine, qui est apparue dans les années 1960 et au début des années 1970, de la façon suivante :

« En assurant un accès peu coûteux à des ressources de production et des installations, comme des caméras, des microphones, des studios et de l'équipement de montage, des citoyens ordinaires étaient supposés pouvoir élaborer leurs propres messages télévisuels et contourner les dispositifs d'encadrement des entreprises médiatiques professionnelles ».

Des définitions similaires sont employées en Allemagne, dans le cas connu des « chaînes ouvertes » (*Offene Kanäle*), comme l'illustre Bernward Hoffmann (2003 :

151, traduction de l'éditeur) : « Tous les citoyens se voient offrir un accès libre et égal à ces médias en tant que moyen de production et de distribution. Ce point distingue les "chaînes ouvertes" des radios libres (ou communautaires), en particulier les stations locales non commerciales, sans but lucratif et destinées à fournir un service à la collectivité, mais qui engendrent des contraintes notamment éditoriales. » Dans la plupart des cas, ces médias d'accès comportent aussi des composantes plus interactives et participatives, bien que dans certains cas l'accent soit mis exclusivement sur l'accès. Pour ne donner qu'un seul exemple, dans la série télévisée belge *Barometer*, qui a été diffusée par la chaîne publique de télévision VRT au début des années 2000, de téléspectateurs ordinaires étaient invités à envoyer des cassettes qui servaient ensuite à produire de courtes lettres vidéo (voir Carpentier, 2011).

Interaction

L'interaction est le second concept nécessitant d'être distingué de la participation. Si l'on se reporte aux travaux du philosophe argentin Mario Bunge (1977 : 259), on y trouve une définition de l'interaction d'une simplicité et d'une généralité trompeuses : « deux choses x et y interagissent, si chacune agit sur l'autre », associée au postulat suivant : « Toute chose a une action sur, et subit l'action d'autres choses ». Dans les théories sociologiques, où la notion d'interaction sociale est fréquemment employée, nous trouvons des définitions de l'interaction et de l'interactivité qui sont davantage centrées sur le comportement. Présentant quelques similarités avec l'accès et la participation, ces concepts ont une fois encore des significations extrêmement labiles, et sont insuffisamment ou bien ne sont pas définis⁶.

Un exemple d'ouverture conceptuelle est présent dans la définition que Anthony Giddens, dans le glossaire de *Sociology*, donne de l'interaction sociale comme « toute forme de rencontre sociale entre des individus » (2006 : 1034, traduction de l'éditeur). Certaines définitions plus anciennes sont tout aussi succinctes et ouvertes. Pour N. P. Gist (1950 : 363, traduction de l'éditeur), l'interaction sociale est « l'influence réciproque que des êtres humains exercent l'un sur l'autre au travers d'un stimulus-réponse », alors que Frances E. Merrill (1957 : 32, traduction de l'éditeur) voit dans les interactions sociales des « séries générales d'activités par lesquelles deux personnes ou plus sont dans un contact porteur de sens ».

Cependant, toutes les définitions ne sont pas aussi succinctes. Alison Garton (1995 : 11, traduction de l'éditeur) définit l'interaction sociale en ces termes : « Au minimum deux personnes échangeant de l'information sont nécessaires. De plus, l'interaction sociale implique un certain degré de réciprocité et de bidirectionnalité entre les deux (bien qu'il doit être admis que ces caractéristiques sont, dans les

⁶ Pour une critique de l'approche de Parson de l'interaction sociale, voir Turner (1988).

deux cas graduées) ». On trouve chez Hanna de Jaegher et Ezequiel Di Paolo (2007 : 493, traduction de l'éditeur) une version plus élaborée. Ces auteurs soulignent la nature régulée (ou sociale, pourrait-on ajouter) de l'interaction sociale : « L'interaction sociale est le couplage régulé entre au moins deux agents autonomes, où la régulation vise à des aspects de ce couplage lui-même, de sorte qu'elle constitue une organisation autonome émergente dans le domaine de la dynamique relationnelle, sans détruire ce faisant l'autonomie des agents ainsi engagés (bien que la portée de ces derniers puisse être augmentée ou réduite) ».

Malgré leurs différences (par exemple, concernant le rôle de l'influence dans la définition de l'interaction sociale), ces définitions ont bien des points communs lorsqu'elles soulignent les dimensions « sociales » et « communicationnelles » de l'interaction. Comme Rajandra K. Sharma (1996 : 359, traduction de l'éditeur) le formule, « les deux conditions de base de l'interaction sociale » sont « le contact social et la communication ». Alors que la dimension sociale de la définition peut se retrouver dans des concepts comme le contact, la rencontre et la réciprocité (mais aussi la régulation sociale), la dimension communicationnelle est désignée à travers les notions de réponse, de signification et de la communication elle-même. Dans ce texte, sera désignée par interaction (sociale) l'établissement de relations socio-communicationnelles.

Toutefois, remarquons que ces approches sociologiques traditionnelles de l'interaction sociale sont ici trop limitées pour notre discussion puisqu'il faut y inclure aussi des aspects textuels et technologiques, en ne restreignant pas l'interaction à celle entre individus (ou groupes sociaux). Avec la démocratisation des TIC, le concept d'interaction (et aussi d'interactivité) s'est vu fréquemment employé, très rapidement accompagné par des critiques lui imputant son absence de théorisation (McMillan, 2002 : 164 ; Rafaeli, 1988 : 110). Lev Manovich (2001 : 55, traduction de l'éditeur), problématise la nouveauté et la généralité du concept d'interactivité. Ce chercheur affirme que ce concept peut se retrouver à l'œuvre dans de nombreuses formes culturelles ou dans des technologies médiatiques plus anciennes. Lev Manovitch évoque en outre le « mythe de l'interactivité », affirmant que son sens devient tautologique lorsqu'il est employé en relation avec des médias informatisés : « l'interaction homme-machine⁷ à notre époque est par définition interactive. [...] Donc parler de médias informatisés "interactifs" n'a pas de sens : cela revient à avancer des données de base concernant les ordinateurs ». Cet auteur dénonce le danger de réduire l'interaction à ses aspects physiques entre un utilisateur et un objet médiatique, au détriment de ce qu'il appelle l'interaction psychologique et qu'il définit comme étant « les processus psychologiques de combler les lacunes, de formulation d'hypothèses, de rappel et d'identification, obligatoires pour comprendre un texte ou une image, et qui sont identifiés à tort à une structure existant objectivement et dotée de liens interactifs » (*ibid.* : 57, traduction de l'éditeur).

⁷ « Human Computer Interaction », en anglais.

Pour pouvoir traiter de cette fluidité et de cette diversité des définitions de l'interaction et de l'interactivité par rapport aux médias, un nombre considérable d'auteurs (qui abordent le sujet des technologies médiatiques) en sont revenus à des systèmes catégorisant qui permettent de différencier les différentes formes d'interaction (cf. Jensen, 1999 ; McMillan, 2002). Un groupe de chercheurs a introduit une distinction entre l'interaction de personne à personne et de personne à machine (Hoffmann, Novak, 1996 ; Lee, 2000) tandis que d'autres ont identifié trois niveaux d'interaction. La distinction entre utilisateur à utilisateur, utilisateur à documents et utilisateur à système, que fait observer Bohdan O. Szuprowicz (1995), constitue l'un de ces systèmes distinctifs en trois volets les plus couramment utilisés (voir aussi Barker, Tucker, 1990 ; Haeckel, 1998).

Les interactions interpersonnelles (entre utilisateurs) et les interactions entre utilisateur et documents ne sont pas nouvelles. Elles ont été analysées dans une diversité de domaines disciplinaires comme la communication, la sociologie, la théorie de la littérature et les *cultural studies*. Il ne s'agit guère que d'une légère reformulation de l'interaction sociale. Comme évoqué précédemment, la théorie sociologique a amplement utilisé ce concept, en particulier les sociologies subjectivistes, comme l'interactionnisme symbolique et la sociologie phénoménologique, mettant en lumière l'importance de l'interaction sociale dans la construction du sens au travers d'expériences intersubjectives prenant corps au travers du langage. Dans ces sociologies, le social est façonné par des acteurs interagissant s'appuyant sur une communauté d'intérêts, de buts et de valeurs, ou de connaissances partagées.

Dans un contexte médiatique, l'élément de médiation s'ajoute (comme on peut s'y attendre) à ce débat, étant donné que ces formes d'interaction de personne à personne font souvent l'objet d'une médiation (ou sont considérées comme telles), aboutissant à ce que John B. Thompson (1995) appelle une interaction médiatisée (la distinguant simultanément de la quasi-interaction médiatisée, cf. *infra*). Ce type d'interaction « implique l'utilisation d'un médium technique (papier, câbles électriques, conversations téléphoniques, etc.) qui permet la transmission d'informations et d'un contenu symbolique à des individus qui sont éloignés dans l'espace, le temps, ou les deux » et qui entraîne « un certain rétrécissement des signaux symboliques à la disposition des participants » sans perdre sa nature dialogique et son orientation vers des autrui spécifiques (Thompson, 1995 : 85, traduction de l'éditeur).

À ce stade, il nous faut garder à l'esprit que l'interaction sociale médiatisée ne se situe pas toujours au niveau individuel, et que, dans certains cas, des groupes sociaux et des collectivités sont impliqués, alors que dans d'autres cas l'interaction se produit dans des contextes organisationnels (voire institutionnels). C'est ainsi que des formes de consommation médiatique comme le visionnage familial ou public (Hartmann, 2008) sont collectives, non sans oublier le rôle que des communautés interprétatives peuvent jouer (Radway, 1988 ; Lindlof, 1988). En outre, des communautés virtuelles (Skog, 2005) et des médias sociaux

(Page, 2011) offrent des formes d'interaction sociale médiatisée qui sont plus collectives, en partie parce que, « tout comme un réalisateur perd le contrôle sur ceux qui regardent une émission de télévision une fois qu'elle est diffusée » (Baym, 2002 : 64, traduction de l'éditeur), la taille et la nature du public sont floues, mais aussi parce que les dialogues – non sans rappeler les communications interpersonnelles dans les petits groupes (Festinger, Thibaut, 1951) – sont trans-individuels. Les dialogues en ligne s'adressent souvent à plus d'une personne, mais en même temps ils visent des groupes spécifiques et continuent à utiliser des modes de prise de contact plus individualisés. Se concentrant (encore) plus sur la production de contenu, les processus de co-conception, de co-création, de production et de partage entre pairs⁸ exigent aussi des interactions (plus ou moins) structurées entre différents individus et groupes. Antoni Roig (2009 : 259 et suivantes), commente une série de films en *open source* qui ont été produits collectivement. Dans leur article consacré la créativité en essaim, Irene Cassarino et Wolf Richter (2008) analysent le processus de production collaborative entre pairs d'un film dont le contenu est libre, *A Swarm of Angels* en mettant en relief les similarités et différences avec le paradigme FLOSS (*free/libre/open source software*, ou logiciel à la fois libre et *open source*).

Ces interactions entre différents acteurs ne sont pas nécessairement participatives. Cela a été illustré fort à propos dans une étude de cas publiée en 2007 sur deux environnements de jeux en ligne (appelés MUD ou *Multi User Domains* ou *Dungeons*) (Carpentier, Patyn, 2007) montrant comment opèrent des interactions dans un environnement non participatif, contrôlé par un petit groupe de personnes qui se baptisent eux-mêmes « implémenteurs » et « immortels » et qui se caractérisent par des rapports de pouvoir très déséquilibrés. Les joueurs « ordinaires » devenaient des organismes virtuels dociles confrontés à des restrictions fortes, avec relativement peu de choix pour opposer une résistance et très peu de capacités d'exercer une influence sur la structure et le fonctionnement de ce MUD. Ces restrictions étaient engendrées par la hiérarchie rigide instaurée dans le MUD, et par les règles formalisées, élaborées et mises en œuvre par les « implémenteurs » et les « immortels ». Le seul espace possible (fort heureusement) pour résister « réellement » consistait à quitter cet environnement.

La nature organisée de l'interaction sociale médiatisée n'entre pas seulement en jeu lorsque l'on observe, par exemple, les médias sociaux, où un nombre limité de sociétés importantes (bien qu'il y ait aussi des organismes à but non lucratif dans ce domaine) joue un rôle central dans l'organisation de ces interactions. Comme le remarquent Henry Jenkins (2006) et Jason Potts *et al.* (2008), dans le cas de la co-création également, on constate souvent l'implication de sociétés commerciales (ou d'autres organisations) dans les processus interactifs. Henry Jenkins (2006) parle d'une culture de la convergence, qui associe des activités commerciales

⁸ Pour une vue d'ensemble des concepts voir Bauwens (2009).

descendantes à des pratiques de consommation et de production ascendantes alors que Jason Potts et *al.* (2008 : 459, traduction de l'éditeur) on aurait plutôt affaire à une co-création consommateur-producteur, au sein de laquelle « les consommateurs entrent à la fois dans le processus de production et dans le processus d'innovation grâce à la lignée des nouvelles technologies web qui offrent la capacité à des micro-communautés dévouées de consommateurs de se lancer dans le processus de production et d'innovation. » Qui plus est, David Romero et Arturo Molina (2011) remarquent qu'il existe aussi des organismes qui se lancent dans des processus de co-création, et qu'ils qualifient d'organismes collaboratifs en réseau.

Ce feedback de l'audience évoqué plus haut comporte lui aussi une dimension interactive, où les membres de ce public ne bénéficient pas seulement d'un accès aux organismes médiatiques dominants mais interagissent aussi (au moins dans certains cas) avec leurs représentants. Comme le note Janet Kolodzy (2006 : 203, traduction de l'éditeur), ce type d'interaction est facilité encore plus par les technologies des nouveaux médias :

« Ces réactions du public à l'actualité existent depuis qu'ont été imprimées pour la première fois les lettres à la rédaction. Toutefois, avec le web, ce retour peut prendre plusieurs formes différentes et engendrer une conversation, donnant à ces organismes d'information l'apparence d'être moins déconnectés du public qu'ils cherchent à atteindre ».

Relevant du deuxième type, l'interaction utilisateur-document peut, comme en rendent compte Donald Horton et R. Richard Wohl (1956) au travers de l'interaction parasociale, être rapportée à des démarches plus traditionnelles, dans un contexte médiatisé. Plus récemment, John B. Thompson (1995 : 84-85, traduction de l'éditeur) a proposé le concept de communication médiatisée quasi interactive⁹ qu'il décrit en ces termes :

« Il s'agit d'une situation structurée où certains individus sont engagés principalement en produisant des formes symboliques pour d'autres, absents physiquement, alors que d'autres sont impliqués essentiellement en recevant des formes symboliques que d'autres produisent et auxquels ils ne peuvent répondre, mais avec lesquels ils peuvent créer des liens d'amitié, d'affection et de loyauté. »

Dans cette situation structurée, l'interaction représente les moyens employés par des publics actifs pour sélectionner, interpréter et utiliser des messages médiatiques.

Cette approche du sujet humain en tant que véhicule sémantique actif est présente dans la théorie du « décodage aberrant » énoncée par Umberto Eco (1965), mais aussi dans le modèle « d'encodage/décodage » de Stuart Hall (1973) et dans le concept de « public actif » (Fiske, 1987) qui émane de ce modèle. La théorie des usages et des gratifications proposée, entre autres, par Elihu Katz, Jay G. Blumler et Michael Gurevitch (1974), et les modèles qui en découlent

⁹ J. B. Thompson (1995 : 85) considère que la communication médiatisée « quasi-interactive » est monologique et orientée vers toute une gamme de destinataires potentiels, alors que la communication en face à face et médiatisée est dialogique et orientée vers des autrui spécifiques.

comme la théorie de l'« attente-valeur » de Philip Palmgreen et J. D Rayburn (1985) et le modèle d'« action sociale » de Karsten Renckstorf *et al.* (1996) reposent aussi, dans une large mesure, sur l'idée d'un public actif.

Le troisième type, l'interaction utilisateur-système, peut potentiellement sembler central pour les nouveaux médias, puisqu'il se concentre sur la relation homme-machine. À l'origine, l'interaction a été utilisée pour décrire les interfaces plus conviviales qui dépassaient les limites perçues dans la commutation par paquets. Plus récemment, la recherche dans le domaine des interfaces homme-machine s'est focalisée « à l'instar des études sur la réception [...] sur l'interaction entre l'utilisateur et la technologie plutôt que la technologie en elle-même. Elle traite de l'usage de la technologie, ou, pour reprendre la terminologie des études de discours, de la pragmatique de la technologie » (Persson *et al.*, 2000, traduction de l'éditeur). Comme l'ont souligné David Morley et Roger Silverstone (1990), cette formulation de Per Persson *et al.* permet aussi d'élargir le champ d'application à toutes sortes de technologies (médias ou proto-machines¹⁰), y compris celles « plus anciennes » comme la télévision, la radio, le magnétoscope, et le téléphone, pour l'environnement domestique. Le point de vue de Per Persson *et al.* permet également de revenir sur le concept d'interactivité, notamment sur la définition de Jens F. Jensen (1998 : 201, traduction de l'éditeur) : « mesure de la capacité potentielle d'un média à laisser un utilisateur exercer une influence sur le contenu et/ou la forme de la communication médiatisée ». Dans cette définition, l'interactivité constitue une caractéristique propre à certaines technologies (ou systèmes) médiatiques qui intègrent la possibilité d'interactions « utilisateur-contenu » et « utilisateur-utilisateur » au travers de l'interaction entre l'utilisateur et la technologie.

Participation

Plus encore que l'accès et l'interaction, la participation est une notion fluide et contingente. « L'usage élargi du terme [...] a eu pour conséquence que tout contenu précis, significatif a pratiquement disparu ; le mot "participation" est utilisé par différentes personnes pour désigner une large variété de situations différentes » souligne Pateman (1970 : 1, traduction de l'éditeur), une remarque toujours d'actualité. Cette contingence conceptuelle s'explique par le fait que le concept de participation fait partie des luttes pour le pouvoir dans la société. Sa signification est impliquée dans une « politique de définition » (Fierlbeck, 1998 : 177, traduction de l'éditeur), son énonciation spécifique changeant selon le cadre idéologique dans lequel elle est employée. Cela signifie que les débats

¹⁰ F. Guattari (1993 : 14, traduction de l'éditeur) fait allusion aux proto-machines pour décrire « les ustensiles, les instruments, les outils les plus simples et [...] les pièces de machineries les moins structurés [qui] acquerront le statut de proto-machine », alors qu'il définit les machines plus largement comme étant des « assemblages matériels ».

sur la participation sont non seulement académiques, mais font également partie intégrante d'une lutte politico-idéologique autour des modes de définition et d'organisation de nos réalités politiques. Il ne s'agit pas seulement d'une querelle sémantique, mais bien d'une confrontation vécue et pratiquée. Autrement dit, nos pratiques démocratiques sont, au moins pour partie, structurées et mises en actions par notre manière de penser la participation. La définition de la participation nous autorise à penser, à nommer et à communiquer le processus participatif (qualifiable de minimaliste ou de maximaliste) et simultanément constitué par nos pratiques (participatives minimalistes ou maximalistes). Il en découle que cette définition n'est pas un simple résultat d'une lutte politico-idéologique, mais une composante intégrée et constitutive de cette lutte.

Plus spécifiquement, la définition de la participation est l'un de ces nombreux domaines sociétaux où une lutte politique est menée entre les variations minimalistes et maximalistes de la démocratie. Du côté du modèle minimaliste, la démocratie se cantonne au processus de la représentation, et la participation à la sélection d'une élite par l'intermédiaire d'élections formant l'expression d'une volonté populaire homogène. Dans ce cas, la participation sert exclusivement le domaine de la politique institutionnalisée parce que le politique s'en tient à ce champ. Le modèle maximaliste, par contre, se représente la démocratie comme une combinaison plus équilibrée de représentation et de participation où il est tenté d'accroître au maximum la participation. Le politique y est vu comme faisant partie du social, ce qui autorise une application large de la participation à de nombreux secteurs de la société (y compris les médias), tant à des niveaux micro que macro, que par rapport à la diversité sociétale.

Une logique semblable peut être utilisée pour décrire une participation minimaliste et une participation maximaliste aux médias. À des niveaux (très) minimalistes, les professionnels des médias conservent un contrôle fort sur les processus et les résultats, limitant souvent la participation principalement à l'accès et à l'interaction, à un point tel qu'on se demande si le concept de participation s'applique encore. La participation continue à trouver son expression en tant que contribution à la sphère publique, mais souvent en répondant principalement aux besoins propres et en servant les intérêts du système médiatique dominant, en instrumentalisant et en incorporant les activités de participants non professionnels. Par exemple, dans le cas de la télé-réalité, on peut encore trouver des argumentaires de participation utilisés par les équipes de production, mais comme le montrent des analyses à partir d'émissions de télé-réalité comme *Temptation Island* [L'Île de la Tentation] (Carpentier, 2006), la part de pouvoir des participants ordinaires est très réduite (voir aussi une critique plus générale chez Andrejevic, 2004).

Cette logique centrée sur les médias conduit à une homogénéisation du public, à une coupure de ses activités participatives des autres domaines de la société, et à une désarticulation de la définition du politique au sens large, menant à une présentation de la participation médias comme apolitique. *A contrario*,

dans les formes maximalistes, le contrôle (professionnel) et la participation (populaire) deviennent plus équilibrés, des tentatives se développent afin de pousser la participation à son maximum. Nous constatons ici que la diversité des publics et son hétérogénéité sont reconnues, ainsi que la nature politique de la participation aux médias. La forme maximaliste de la participation s'appuie sur la reconnaissance du potentiel participatif des médias dans une forme élargie (macro) et multidirectionnelle.

Malgré sa contingence conceptuelle, la notion de participation reste fortement définie par le concept de pouvoir¹¹. Dans le domaine de la théorie de la démocratie, le livre de Carole Pateman (1970) *Democratic Theory and Participation* [*Théorie Démocratique et Participation*] jouent un rôle central et montrent l'importance du pouvoir dans la définition de la participation. Les deux définitions du pouvoir que l'auteure présente sont celles de la participation « partielle » ou « pleine ». Elle donne la définition suivante à la participation partielle : « un processus où une ou deux parties s'influencent dans la prise de décision, mais où le pouvoir final de décider demeure uniquement entre les mains d'une d'entre elles » (Pateman, 1970 : 70, traduction de l'éditeur). Elle considère en outre la participation pleine comme « un processus où chaque membre du corps décisionnaire possède individuellement le pouvoir de déterminer l'aboutissement de décisions » (Pateman, 1970 : 71, traduction de l'éditeur). De même, dans le domaine de l'urbanisme, Sherry R. Arnstein (1969 : 216, traduction de l'éditeur), dans son article fondateur *A Ladder of Citizen Participation* [*Une Échelle de Participation Citoyenne*], lie explicitement la participation au pouvoir, affirmant « que la participation citoyenne est un terme catégorisant pour le pouvoir citoyen ».

Une importance équivalente est également accordée au pouvoir dans le domaine de la communication pour le développement. Ainsi, dans *Communication for Development* [*La Communication pour le Développement*], Servaes (1999 : 198, traduction de l'éditeur) écrit que la participation « traite directement du pouvoir et de sa répartition dans la société. Elle touche au cœur même des relations de pouvoir ». Shirley A. White (1994 : 17, traduction de l'éditeur) met également l'accent sur ce lien central entre le pouvoir et la participation, lorsqu'il énonce qu'« il apparaît que le pouvoir et le contrôle sont des sous-concepts charnières qui contribuent à la fois à comprendre la diversité des attentes et à anticiper les aboutissements de la participation des personnes ».

Ajoutons à ce niveau que certains auteurs ont tenté de renvoyer certaines des caractéristiques essentielles de la participation (en l'occurrence le pouvoir)

¹¹ Une certaine prudence est à recommander ici, car le pouvoir est souvent réduit à la possession d'un groupe sociétal. Des auteurs comme Michel Foucault (1978) vont à l'encontre de cette position, avançant que le pouvoir est une caractéristique constamment présente dans les relations sociales. Dans les sociétés contemporaines, les récits au sujet du pouvoir sont complexes et font intervenir des stratégies de pouvoir, de contre-pouvoirs et de résistance.

au débat entre interaction et interactivité. L'importante contribution de Sally J. McMillan (2002) à ce débat tient à ce qu'elle relie –très explicitement – l'interactivité à des questions de contrôle (et de pouvoir). Argument d'importance : la relation entre l'utilisateur et son « extension » reste définie extérieurement et ne peut guère être mise en doute. Pour théoriser cette réduction, Simon Penny (1995) propose le terme d'« interpassivité », tandis que David Rokeby (1995 : 148, traduction de l'éditeur) affirme que l'interactivité concerne plus « la rencontre que le contrôle » :

« Les médias interactifs ont le pouvoir de [...] développer la portée de nos actions et de nos décisions. Nous échangeons la subjectivité [...] contre l'illusion de contrôler quelque chose, contrôle qui peut nous sembler absolu, mais dont le domaine est défini en dehors de nous. Nous sommes engagés, mais sans exercer de pouvoir sur le langage qui filtre l'interaction implantée dans l'interface. » (Rokeby, 1995 : 154, traduction de l'éditeur).

Hormis le fait de souligner que le pouvoir caractérise tout processus social (et par conséquent, également les processus liés à l'accès et l'interaction), la différence entre le rôle du pouvoir dans l'accès et dans l'interaction d'une part et le rôle du pouvoir dans la participation d'autre part, se trouve dans l'importance accordée à l'équilibre du pouvoir des acteurs qui font partie des processus décisionnaires particuliers, comme la définition de la participation (pleine) de Pateman l'indiquait déjà. Bien qu'il soit nécessaire de définir ces processus décisionnels dans un sens large (par exemple en incluant aussi des processus décisionnels moins formels), cette définition de la participation, contenant deux composantes à savoir, premièrement des positions équilibrées vis-à-vis du pouvoir et deuxièmement des processus décisionnels particuliers, implique que la participation se situe toujours dans des processus et des espaces particuliers et engage toujours des acteurs spécifiques.

Pour comprendre la participation, et ses nombreuses pratiques d'intensités très diverses, les caractéristiques, positions de pouvoir et contextes des processus, localités et acteurs particuliers doivent être pris en compte. La participation ne se limite pas à un champ sociétal spécifique (par exemple : l'économie) mais se retrouve dans tous les domaines sociétaux et à tous les niveaux. Les contextes que ces différents domaines et niveaux introduisent dans l'équation sont cruciaux pour notre compréhension des processus participatifs. Par exemple, dans les débats théoriques sur la participation, nous pouvons constater qu'au niveau macro, ceux-ci concernent le degré auquel les personnes pourraient ou devraient se voir investies du pouvoir de (co)décider sur des sujets politiques, symboliques et culturels ou de communication. Au niveau micro, ils concernent les relations de pouvoir perpétuellement localisées entre acteurs privilégiés et non privilégiés¹², par

¹² Bien que cela puisse être une simplification excessive de définir tous les acteurs privilégiés comme faisant partie d'une élite sociale, ces privilégiés forment bel et bien des groupes élitaires (qui se chevauchent en partie) qui détiennent des positions de pouvoir plus fortes que les personnes qui n'en font pas partie.

exemple entre personnel politique et professionnels des médias, d'un côté, et personnes (ordinaires) qui n'occupent pas ces positions, de l'autre. Les débats autour de la participation se concentrent exactement sur la légitimation, ou le questionnement et la critique de l'équilibre (ou du déséquilibre) du pouvoir qui structure ces relations sociales.

Dans les études médiatiques, la participation a joué un rôle dans des approches et des domaines différents. Les études marxistes et anarchistes se sont préoccupées du fonctionnement de l'industrie culturelle, et de la position de faiblesse dans laquelle se trouvent ses publics. Les approches inspirées par le projet critique, comme l'économie politique et les *cultural studies*, se sont préoccupées de la colonisation des espaces publics, et des limites créées contre l'émancipation et la participation individuelles, bien que, dans le cas des *cultural studies*, quelque espoir a été placé dans le potentiel émancipateur de la culture populaire (Fiske, 1989). Comme indiqué auparavant, même dans les débats de l'UNESCO (inspirés par la critique de l'économie politique), le rôle de la participation avait été valorisé. Le rapport de Frances J. Berrigan (1979 : 19, traduction de l'éditeur) concernant l'une des réunions MacBride (1980) contenait également, outre la définition de l'accès citée plus haut, la définition suivante de la participation aux médias :

« La participation est un niveau supérieur [à l'accès] de l'insertion du public dans les systèmes de communication. Elle recouvre l'association du public au processus de production, mais aussi à la gestion et à la planification des systèmes de communication. [...] La participation peut signifier la simple représentation et consultation du public dans les prises de décision. L'autogestion est, par contre, la forme la plus avancée de la participation. Le public est alors lui-même investi du pouvoir de décision au sein des entreprises de communication, et est partie prenante, à part entière, à l'élaboration des politiques et des plans de communication. »

Un troisième domaine où la participation a été éminemment représentée par rapport aux médias et à la communication correspond à la théorie de la délibération et de la sphère publique. Tout d'abord, la participation dans la sphère publique est considérée comme une composante importante, parce qu'elle se rapporte aux prémisses de l'acte de communication dans la sphère publique, et où « les participants s'engagent dans des relations interpersonnelles en prenant position sur des offres d'actes de parole mutuelles et en supposant des obligations illocutoires » (Habermas, 1996 : 361, traduction de l'éditeur). Mais dans le modèle habermassien à double voie de la politique délibérative, une grande importance est accordée au lien entre la sphère publique et les réalités qui lui sont extérieures, et à la participation *via* la sphère publique. Comme l'écrit Jürgen Habermas (1996 : 359, en italique dans l'original et traduction de l'éditeur) : « La capacité de la sphère publique à résoudre des problèmes *par elle-même* est limitée ».

En quatrième lieu, une série de secteurs plus spécifiques de la sphère médiatique ont suscité une attention particulière quant à leurs capacités participatives (pour plus de détails, voir Carpentier, 2011). Les médias communautaires

et alternatifs (mais aussi les médias d'accès) ont derrière eux une longue expérience d'organisation de la participation (dans ses formes maximalistes). Bien qu'il existe de nombreuses définitions, celle de Louie Tabing (2002 : 9, traduction de l'éditeur) s'appliquant à une station radio communautaire – « qui est gérée à l'intérieur d'une communauté, pour la communauté, au sujet de la communauté et par la communauté » – fait ressortir clairement que la participation dans ce type d'organe médiatique ne se situe pas seulement au niveau de la production du contenu mais aussi de la gestion et de la propriété. Comme le montrent nombre d'études de cas publiées par exemple dans *Understanding Alternative Media [Comprendre les Médias Alternatifs]* (Bailey et al., 2007), les médias communautaires et alternatifs offrent à des personnes ordinaires un environnement médiatique où peuvent prospérer les formes de participation les plus maximalistes – même dans des domaines où les conflits sont monnaie courante (voir Rodríguez, 2011 ; Carpentier, Doudaki, 2013) – sans éviter pour autant d'avoir à faire face à une multitude de problèmes.

Dans les médias traditionnels, un certain nombre de genres et de formes d'émissions comme les *talk-shows* et la télé-réalité (mais aussi le courrier des lecteurs) ont autorisé un certain degré de participation de la part de personnes ordinaires. Il faut immédiatement souligner que la participation dans ce contexte est structurellement limitée, étant donné que les médias traditionnels ne permettent que très rarement une participation structurelle (ou au sein même de leurs structures de prise de décision), et donc les participants à des émissions spécifiques ont un pouvoir limité. Les analyses d'émission de débat avec le public comme *Kilroy* en Grande-Bretagne (Livingstone, Lunt, 1996) et *Jan Publiek* en Belgique (Carpentier, 2011) constituent des exemples de pratiques au caractère participatif réduit. De plus, les médias traditionnels poursuivent un certain nombre d'objectifs, et l'organisation d'une participation sociétale et l'autonomisation du public ne figurent pas toujours parmi les premiers d'entre eux.

Depuis les années 1990 et dans certains cas avant (par exemple, *Temporary Autonomous Zone [La Zone Autonome Temporaire]*, ou *TAZ*, de Bey, 1985), les centres d'intérêt des théoriciens de la participation et de l'activisme du public ont basculé vers les « nouveaux médias ». Les utilisateurs ordinaires peuvent potentiellement contourner le rôle de médiateur des « anciennes » organisations médiatiques, et publier leurs informations (presque) directement sur le web. Qui plus est, un certain nombre d'« e-concepts » (comme l'« e-démocratie ») ont été employés pour désigner l'essor de la participation au niveau de la politique institutionnalisée, mais aussi pour débattre des possibilités accrues à la disposition des acteurs politiques pour atteindre le corps politique. Ici, ce tournant délibératif a eu un impact fort sur les études des nouveaux médias.

Le modèle AIP

Les différentes acceptions attribuées aux concepts d'accès, d'interaction et de participation sont structurées dans le modèle AIP (cf. Figure 1) reposant sur quatre domaines d'application, en association avec une dimension production/réception¹³. L'accès est envisagé ici en tant que présence, alors qu'il s'agit de la construction de relations socio-communicatives pour l'interaction, et que la participation est liée au pouvoir et à la prise de décision. En donnant une brève description de chaque composante, le modèle AIP résume la discussion qui précède dans le présent article, et montre les différentes significations de l'accès, de l'interaction et de la participation dans quatre domaines d'application.

Bien entendu, le modèle AIP reste théorique, bien qu'il offre de fortes possibilités analytiques. Dans la pratique sociale, il implique une coexistence et un chevauchement de nombreuses composantes. Par exemple, le simple fait d'allumer un téléviseur induit le fait d'avoir accès à cet appareil et d'interagir avec lui (en appuyant sur le bouton). Le bouton marche/arrêt ayant aussi une dimension textuelle, on pourrait même affirmer qu'il y a là une forme (quoique limitée) d'interaction avec le contenu, bien que le principal objectif soit de s'approprier la présence du contenu télévisuel (pertinent), et d'interagir avec lui (en le choisissant et en l'interprétant). Cet exemple plutôt simple montre que souvent des composantes différentes peuvent s'activer d'un geste, mais cela annonce aussi la complexité de processus participatifs, où un grand nombre de ces composantes s'activent simultanément.

Conclusion

Ce texte avait pour objectif de clarifier le concept de participation en la distinguant de l'accès et de l'interaction. Il montre que cette démarche négativo-relationniste (et interdisciplinaire) aide à mettre en exergue l'importance de l'égalité des positions de pouvoir dans les processus de décision permettant de définir la participation. Bien que des clarifications conceptuelles soient toujours pertinentes (tout comme leur discussion), une autre raison incite à clarifier la signification de participation et de la distinguer de l'accès et de l'interaction. Occulter le lien avec le principal constituant de sa définition (en l'occurrence le pouvoir), passe également sous silence les versions plus radicales (maximalistes) de la participation, et consent une hégémonie à ses formes les plus minimalistes. De ce point de vue, l'agrégation de l'accès, de l'interaction et de la participation s'inscrit en fait dans la tension entre des formulations minimalistes et maximalistes de la participation.

¹³ Dans le cas de la participation, les dimensions production et réception sont associées en raison du fort chevauchement des processus de codécision dans les deux dimensions.

Accès (présence)				
	Technologie	Contenu	Personnes	Organisations
Production	Présence de (proto-)machines pour produire et diffuser du contenu	Présence d'un contenu produit antérieurement (par ex., archives)	Présence de personnes pour une co-création	Présence de structures organisationnelles et d'infrastructures pour produire et diffuser du contenu
Réception	Présence de (proto-)machines pour recevoir du contenu (pertinent)	Présence de contenu (pertinent)	Présence (de sites) d'une consommation médiatique conjointe	Présence de structures organisationnelles à qui donner un retour d'information

Interaction (relations socio-communicatives)				
	Technologie	Contenu	Personnes	Organisations
Production	Utilisation de (proto-)machines pour produire du contenu	Production de contenu	Coproduction du contenu dans le cadre d'un groupe ou d'une communauté	Coproduction du contenu dans un contexte organisationnel
Réception	Utilisation de (proto-)machines pour recevoir du contenu	Sélection et interprétation du contenu	Consommation collective de produits médiatiques dans le cadre d'un groupe ou d'une communauté	Discussion du contenu dans un contexte organisationnel (retour d'information)

Participation (codécision)				
	Technologie	Contenu	Personnes	Organisations
Production (et réception)	Codécision sur les technologies et par leur intermédiaire	Codécision du contenu et par son intermédiaire	Codécision sur les personnes et avec elles	Codécision d'une politique d'organisation et grâce à elle

Figure 1 : Accès, interaction et participation – le modèle AIP

Par exemple, lorsque le fait de se rendre dans un musée d'art et de contempler une peinture est qualifié de participation (culturelle), dans ce cas, la position privilégiée de l'artiste qui engendre l'œuvre, et l'absence de toute prise de décision quant à la réalisation de l'œuvre d'art, est normalisée, même lorsque des approches comme l'art communautaire (Debruyne, Gielen, 2011) proposent des modèles participatifs plus maximalistes. Quand le fait d'appuyer sur un bouton rouge pour lancer la télévision interactive est qualifié de participation, ou bien lorsque des formes minimalistes de participation comme ajouter des commentaires en ligne à des articles de presse qui ne peuvent être changés est considéré comme la seule forme de participation possible, nous perdons une partie de la puissance théorique et analytique de la notion de participation, et passons sous silence la nature utopiste de ce que Carole Pateman (1970) appelait la pleine participation.

En même temps, il faut souligner que l'accès et l'interaction restent pertinents pour nos sociétés et démocraties aux logiques fortement médiatiques. De plus, l'accès et l'interaction sont des conditions de possibilité de la participation. Autrement dit, l'accès à un processus participatif, et l'interaction à l'intérieur de celui-ci, sont des préalables nécessaires pour qu'un tel processus existe. Le présent texte vise aussi à montrer que l'accès et l'interaction sont des conditions nécessaires mais non suffisantes, étant donné que les éléments de prise de décision guidés par le pouvoir rendent la participation différente de l'accès et de l'interaction.

Enfin, il faut reconnaître qu'il existe de zones grises, par exemple, quand lentement mais sûrement des formes d'interaction se transforment en des formes de participation (minimalistes). Le premier film interactif, tchécoslovaque, *Kinoautomat. L'Homme et sa Maison* (1967), où les spectateurs pouvaient décider quelles séquences pré-filmées allaient être projetées (Carpentier, 2011), était-il interactif ou participatif ? Cette discussion n'est pas simple. Parler d'interaction ou de participation minimaliste relève d'une décision analytique nécessitant une discussion qui tienne compte des spécificités. Toutefois, il existe de nombreux cas où, de façon plus claire, il y a accès et interaction, mais où la participation est absente (*ibid.*). Ces cas sont particulièrement éloquentes et offrent des indices différenciant accès et interaction d'un côté, et participation de l'autre. À son tour, cette distinction permet de mieux ancrer les discussions théoriques, analytiques et normatives sur la configuration des médias contemporains.

Références

- Albrecht Gary L., Ravaut J.-F., Stiker H.-J., 2001, « L'émergence des disability studies : état des lieux et perspectives », *Sciences sociales et santé*, 19, 4, pp. 43-73.
- Andrejevic M., 2004, *Reality tv. The Work of Being Watched*. Oxford, Rowman & Littlefield.

- Arnstein S. R., 1969, « A Ladder of Citizen Participation », *Journal of the American Institute of Planners*, 35, 4, pp. 216-224.
- Bailey O., Cammaerts B., Carpentier N., 2007, *Understanding Alternative Media*. Milton Keynes, Open University Press.
- Barker J., Tucker R. N., 1990, *The Interactive Learning Revolution : Multimedia in Education and Training*, London, Kogan Page.
- Bauwens M., 2009, « Co-creation and the new industrial paradigm of peer production », *Fibreculture*, 14. Accès : http://journal.fibreculture.org/issue14/issue14_bauwens.html. Consulté le 09/05/2014.
- Baym N. K., 2002, « Interpersonal life online », pp. 62-76, in : Lievrouw L., Livingstone S., éd., *The handbook of the new media. The social shaping and consequences of ICTs*, London, Sage.
- Berrigan F. J., 1979, *Community Communications. The Role of Community Media in Development*, Paris, UNESCO.
- Bey H., 1985, *The Temporary Autonomous Zone, Ontological Anarchy, Poetic Terrorism*, Brooklyn, Autonomedia.
- Bunge M. A., 1977, *Treatise on Basic Philosophy : Volume 3: Ontology I : The Furniture of the World*, Berlin, Springer.
- Carpentier N., 2003, « Access and Participation in the Discourse of the Digital Divide. The European Perspective at/on the wsis », pp. 99-120, in : Servaes J., éd., *The European Information Society. A Reality Check*, Bristol, Intellect.
- 2006, « Participation and power in the television program Temptation Island », pp. 135-147, in : Carpentier N. et al., éd., *Researching media, democracy and participation. The Intellectual work of the 2006 European media and communication doctoral summer school*, Tartu, University of Tartu Press.
- Patyn N., 2007, « MUDs and power: Reducing the democratic imaginary? », *Communication / Estudos em Comunicação*, 2, pp. 1-45.
- 2011, *Media and Participation. A site of ideological-democratic struggle*, Bristol, Intellect.
- Carpentier N., Doudaki V. 2013, « Community Media for Reconciliation. A Cypriot case study », *Communication, Culture and Critique*. Accès : <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/cccr.12017/full>. Consulté le 09/05/2014.
- Cassarino I., Richter W., 2008, « Swarm creativity. The legal and organizational challenges of open content film production », *DIME Working Papers on Intellectual Property Rights*, 45. Accès : <http://www.bbk.ac.uk/innovation/publications/dime/docs/WP45-IPR.pdf>. Consulté le 09/05/2014.
- Children's Partnership, 2000, « Online Content for Low-Income and Underserved Americans : An Issue Brief », Los Angeles/Washington, Children's Partnership. Accès : <http://www.childrenspartnership.org/storage/documents/Publications/TCP-OnlineContent.pdf>. Consulté le 09/05/2014.
- De Jaegher H., Di Paolo E., 2007, « Participatory sense-making. An enactive approach to social cognition », *Phenomenology and the Cognitive Sciences*, 6, 4, pp. 485-507.
- Debruyne P., Gielen P., éd., 2011, *Community art. The politics of trespassing*, Amsterdam, Valiz Antennae.

- Defleur M. L., Dennis E. E., 1994, *Understanding mass communication. A liberal arts perspective*, 5^e édition, Boston, Houghton Mifflin.
- Festinger L., Thibaut J., 1951, « Interpersonal communication in small groups », *The Journal of Abnormal and Social Psychology*, 46, 1, pp. 92-99.
- Fierlbeck K., 1998, *Globalizing Democracy. Power, Legitimacy and the Interpretation of Democratic Ideas*, Manchester, Manchester University Press.
- Fiske J., 1987, *Television Culture*, London, Taylor & Francis.
- 1989, *Understanding Popular Culture*, London, Routledge.
- Foucault M., 1978, *History of Sexuality, Part I. An Introduction*, New York, Pantheon.
- Garton A., 1995, *Social Interaction and the Development of Language and Cognition*, Hove, Psychology Press.
- Giddens A., 2006, *Sociology*, 5^e édition, Cambridge, Polity Press.
- Gist N. P., 1950, « Social interaction and social process », pp. 361-380, in : Eldridge S., éd, *Fundamentals of Sociology : a situational analysis*, New York, Thomas Y. Crowell Company.
- Guattari F., 1993, « Machinic Heterogenesis », pp. 13-27, in : Andermatt Conley V., éd, *Rethinking Technologies*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Gurstein M., 2000, *Community Informatics: Enabling Communities With Information and Communications Technologies*, Hershey, PA, Idea Group Inc.
- Habermas J., 1996, *Between Facts and Norms. Contributions to a Discourse Theory of Law and Democracy*, Cambridge, Mass, MIT Press.
- Haeckel S. H., 1998, « About the Nature and Future of Interactive Marketing », *Journal of Interactive Marketing*, 12, 1, pp. 63-71.
- Hall S., 1980, « Encoding/Decoding », pp. 128-138, in : Hall S., ed., *Culture, Media, Language, Working Papers in Cultural Studies, 1972-79*, London, Hutchinson.
- Hartmann M., 2008, « Fandom without the Trimmings? EURO 2008, Public Viewing and New Kinds of Audiences », pp. 255-266, in : Carpentier N. et al., éd, *Democracy, Journalism and Technology. New Developments in an Enlarged Europe*, Tartu, Tartu University Press.
- Hasebrink U., Herzog A., Eilders C., 2007, « Media users' participation in Europe from a civil society perspective », pp. 75-91, in : Baldi P., Hasebrink U., eds, *Broadcasters and citizens in Europe. Trends in media accountability and viewer participation*, Bristol, Intellect.
- Hoffman D., Novak T., 1996, « Marketing in Hypermedia Computer-Mediated Environments : Conceptual Foundations », *Journal of Marketing*, 60, pp. 58-60.
- Hoffmann B., 2003, *Medienpädagogik : eine Einführung in Theorie und Praxis*, Paderborn, Ferdinand Schöningh.
- Horton D., Wohl R. R., 1956, « Mass communication and para-social interaction : observations on intimacy at a distance », *Psychiatry*, 19, pp. 215-229.
- Jaeger P.T., Bowman C.A., 2005, *Understanding Disability : Inclusion, Access, Diversity, and Civil Rights*, Portsmouth, Greenwood Publishing Group.
- Jenkins H., 2006, *Convergence Culture. Where Old and New Media Collide*, New York, New York University Press.

- Jensen J. F., 1998, « Interactivity : Tracking a new concept in media and communication studies », *Nordicom review*, 19, 1, pp. 185-204.
- Katz E., Blumler J., Gurevitch M., 1974, « Utilisation of Mass Communication by the Individual », pp. 19-32, in : Blumler J., Katz E., eds, *The Uses of Mass Communications. Current Perspectives on Gratifications Research*. Beverly Hills/London : Sage.
- Kolodzy J., 2006, *Convergence Journalism: Writing and Reporting Across the News Media*. Lanham, Rowman & Littlefield.
- Lee J.-S., 2000, « Interactivity: a New Approach », *Convention of the Association for Education in Journalism and Mass Communication*, Phoenix, Arizona, Auguste 9-12.
- Lindlof T. R., 1988, « Media Audiences as Interpretative Communities », *Communication Yearbook*, 11, pp. 81-107.
- Livingstone S., Lunt P., 1996, *Talk on Television. Audience Participation and Public Debate*, London, Routledge.
- MacBride Commission [The International Commission for the Study of Communication Problems], 1980, *Many Voices, One World. Towards a New More Just and More Efficient World Information and Communication Order. Report by the International Commission for the Study of Communication Problems*, Paris and London, UNESCO & Kogan Page.
- Manovich L., 2001, *The Language of New Media*, Cambridge, MIT Press.
- McMillan S. J., 2002, « Exploring Models of Interactivity from Multiple Research Traditions : Users, Documents and Systems », pp. 163-182, in : Lievrouw L., Livingstone S., eds, *The Handbook of the New Media. The Social Shaping and Consequences of ICTs*, London, Sage.
- Melucci A., 1989, *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, Philadelphia, Temple University Press.
- Merrill F. E., Eldredge H. W., 1957, *Society and culture : An introduction to sociology*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- Morley D., Silverstone R., 1990, « Domestic communication – technologies and meanings », *Media, Culture and Society*, 12, 1, pp. 31-55.
- Morton L., Bitto E., Oakland M., Sand M., 2008, « Accessing food resources: Rural and urban patterns of giving and getting food », *Agriculture & Human Values*, 25, 1, pp. 107-119.
- Neeson J. M., 1996, *Commoners : Common Right, Enclosure and Social Change in England, 1700-1820*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Newhagen J. E., Bucy E. P., 2004, « Routes to Media Access », pp. 3-26, in : Bucy E. P., Newhagen J. E., eds, *Media Access : Social and Psychological Dimensions of New Technology Use*, London, Routledge.
- Palmgreen P., Rayburn J. D. II, 1985, « An Expectancy-Value Approach to Media Gratifications », pp. 61-73, in : Rosengren K. E., Palmgreen P. and Wenner L., eds, *Media Gratification Research*, Beverly Hills & London, Sage.
- Pateman C., 1970, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Penchansky R., Thomas J. W., 1981, « The Concept of Access : Definition and Relationship to Consumer Satisfaction », *Medical Care*, 19, 2, pp. 127-140.

- Penny S., 1995, « Consumer Culture and the Technological Imperative », pp. 47-73, in Penny S., ed., *Critical Issues in Electronic Media*, New York, State University of New York Press.
- Persson P., Höök K., Simsarian K., 2000, « Human–Computer Interaction Versus Reception Studies: Objectives, Methods and Ontologies », *NorFA Research Seminar Reception: Film, TV, Digital Culture, Department of Cinema Studies*. Accès : <http://www.sics.se/~perp/AComparisonofHuman>. Consulté le 01/06/2002.
- Potts J. D., Hartley J., Banks J. A., Burgess J. E., Cobcroft R. S., Cunningham S. D., Montgomery L., 2008, « Consumer co-creation and situated creativity », *Industry and Innovation*, 15, 5, pp. 459-474.
- Radway J., 1988, *Reading the Romance. Women, Patriarchy and Popular Literature*, Chapel Hill & London, University of North Carolina Press.
- Rajendra K. S., 1996, *Fundamentals of Sociology*, New Delhi, Atlantic Publishers & Dist.
- Rafaëli S., 1988, « Interactivity : From New Media to Communication », pp. 110-134, in : Hawkins R. P., Wiemann J. M., Pingree S., eds, *Advancing Communication Science. Merging Mass & Interpersonal Processes*, Newbury Park, Sage.
- Renckstorf K., McQuail D., Jankowski N., 1996, *Media Use as Social Action. A European Approach to Audience Studies*, London, Libbey.
- Rice R. E., 2002, « Primary issues in internet use : access, civic and community involvement, and social interaction and expression », pp. 105-129, in : Lievrouw L., Livingstone S., eds, *The handbook of the new media. The social shaping and consequences of ICTs*, London, Sage.
- Rodríguez C., 2011, *Citizens' media against armed conflict. Disrupting violence in Colombia*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Roig A., 2009, *Cine en conexión : producción industrial y social en la era cross-media*, Barcelona, Editorial UOC.
- Rokey D., 1995, « Transforming Mirrors : Subjectivity and Control in Interactive Media », pp. 133-158, in : Penny S., éd., *Critical Issues in Electronic Media*, New York, State University of New York Press.
- Romero D., Molina A., 2011, « Collaborative networked organisations and customer communities : value co-creation and co-innovation in the networking era », *Production Planning & Control*, 22, 5-6, pp. 447-472.
- Ruth E. P., 2011, *Stories and Social Media : Identities and Interaction*, London, Routledge.
- Servaes J., 1999, *Communication for Development. One World, Multiple Cultures*, Cresskill, NJ: Hampton Press.
- Skog D., 2005, « Social interaction in virtual communities : the significance of technology » *International Journal of Web Based Communities*, 1, 4, pp. 464-474.
- Stein L., 2001, « Access television and grassroots political communication in the United States », pp. 299-324, in : Downing J., Villarreal Ford T., Gil G. and Stein L., eds, *Radical Media. Rebellious Communication and Social Movements*, London, Sage.
- Steyaert J., 2002, « Inequality and the Digital Divide: Myths and Realities », pp. 199-211, in : Hick S., McNutt J., eds, *Advocacy, Activism, and the Internet. Community Organization and Social Policy*, New York, Lyceum Press.

- Szuprowicz B. O., 1995, *Multimedia Networking*, New York, McGraw-Hill.
- Tabing L., 2002, *How to do Community Radio. A Primer for Community Radio Operators*, New Delhi, UNESCO.
- Thompson J. B., 1995, *The Media and Modernity. A Social Theory of the Media*, Cambridge, Polity Press.
- Titchkosky T., 2011, *The Question of Access: Disability, Space, Meaning*, Toronto, University of Toronto Press.
- Turner J. H., 1988, *A Theory of Social Interaction*, Stanford, Stanford University Press.
- Ville I., Ravaud J.-F., 2007, « French Disability Studies : Differences and Similarities », *Scandinavian Journal of Disability Research*, 9, 3-4, pp. 138-145.
- Wegerich K., Warner J., 2004, *The Politics of Water: A Survey*, London, Routledge.
- White S. A., éd., 1994, *Participatory Communication. Working for Change and Development*, Beverly Hills, Sage.

Publics et TIC

Confrontations conceptuelles et recherches empiriques

sous la direction de Pierre Morelli, Nathalie Pignard-Cheynel
et Didier Baltazart

questions de communication • série actes 31 • 2016

questionsdecommunication.revues.org

Dans la grande majorité des travaux, les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont questionnées par le biais de l'analyse de l'usage et la détermination de figures de l'usager. Les chercheurs mobilisent très rarement la notion de public, centrale dans les études sur les médias et leur réception mais dont les acceptions substantive (le public) et adjective (public) semblent, *a priori*, peu adaptées. Pourtant, avec le web 2.0, l'activité des destinataires et le rapport aux individus se sont développés, faisant émerger des formes collectives (communautés en ligne, réseaux sociaux numériques) qui peuvent être pensées *via* la notion de public. Se proposant de creuser le sillon ouvert par quelques chercheurs pionniers, cet ouvrage s'appuie sur un ensemble de contributions présentant des cadres théoriques et des méthodes d'analyse variés afin d'évaluer la pertinence du recours à la notion de public pour l'analyse des TIC. Faire et rendre public par les TIC, être public des TIC constituent alors les premières phases d'une réflexion qui peut nous amener à (re)penser le public par les TIC.

L'ouvrage est structuré en trois sections (« Les TIC pour rendre public », « Être public des TIC », « (Re)penser les publics par les TIC ») précédées par trois textes balisant le cadre théorique général dans lequel s'inscrivent les quinze contributions.

Pierre Morelli, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Lorraine à Metz, membre de l'équipe Pixel sur les technologies de l'information et de la communication au sein du Centre de recherche sur les médiations, est notamment l'auteur de travaux sur l'usage et le non-usage des TIC, les aspects artistiques, culturels et sociaux des TIC, la communication et le développement territorial.

Nathalie Pignard-Cheynel, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Lorraine à Metz, membre de l'équipe Pixel sur les technologies de l'information et de la communication au sein du Centre de recherche sur les médiations, travaille sur les mutations des pratiques journalistiques à l'ère du numérique, notamment l'usage des réseaux sociaux numériques, l'émergence de formats comme le *live-blogging* et la participation des internautes au processus de construction de l'information en ligne.

Didier Baltazart, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Reims Champagne-Ardenne, membre de l'équipe Pixel sur les technologies de l'information et de la communication au sein du Centre de recherche sur les médiations, étudie l'évolution des métiers de l'enseignement supérieur à l'ère du numérique, notamment les conditions et la nature des changements liés à la médiatisation technologique du savoir universitaire.



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE

crem centre
de recherche
EA 3476 sur les médiations
communication, langue, art, culture



PUN - Éditions Universitaires de Lorraine

ISSN 1969-9042

ISBN 978-2-8143-0265-5

20 euros

questions de communication • série actes

collection dirigée par Béatrice Fleury et Jacques Walter

Adossée à la revue *Questions de communication*, la collection Questions de communication • Série actes rend compte de colloques organisés par le Centre de recherche sur les médiations (Université de Lorraine/Université de Haute-Alsace) ou avec son soutien.

Pour commander en ligne : <http://www.lcdpu.fr/collections/ques2comserieactes/>

- Jean-François Diana et Vincent Meyer (dirs), *Dire le dopage. Les enjeux sociologiques et médiatiques*, 2004, 168 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *L'enseignement du cinéma et de l'audiovisuel. État des lieux et perspective*, 2004, 242 p.
- Vincent Meyer et Jacques Walter (dirs), *Formes de l'engagement et espace public*, 2006, 633 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Médias, médiations, immigrations*, 2007, 200 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Qualifier des lieux de détention et de massacre*, 2008, 338 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Dynamiques des peuples et constructions identitaires*, 2008, 228 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Qualifier des lieux de détention et de massacre (2). Territorialisation, déterritorialisation*, 2009, 348 p.
- Sylvie Craipeau, Sébastien Genvo et Brigitte Simonnot (dirs), *Les jeux vidéo au croisement du social, de l'art et de la culture*, 2010, 244 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Qualifier des lieux de détention et de massacre (3). Figures emblématiques, mobilisations collectives*, 2010, 380 p.
- Mona Aghababae, Audrey Bonjour, Adeline Clerc et Guillaume Rauscher (dirs), *Usages et enjeux des dispositifs de médiation*, 2010, 150 p.
- Laurence Denooz et Sylvie Thiéblemont-Dollet (dirs), *Le moi et l'autre*, 2011, 262 p.
- Angeliki Koukoutsaki-Monnier (dir.), *Représentations du transfrontalier*, 2011, 300 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Qualifier des lieux de détention et de massacre (4). Dispositifs de médiation mémorielle*, 2011, 420 p.
- Marie-José Barbot et Luc Massou (dirs), *TIC et métiers de l'enseignement supérieur. Émergences, transformations*, 2011, 260 p.
- Isabelle Gavillet (dir.), *Déviance et risque en dispositif. Expertise et médiatisation*, 2011, 224 p.
- Laurent Di Filippo, Hélène François, Anthony Michel (dirs), *La position du doctorant. Trajectoires, engagements, réflexivité*, 2012, 212 p.
- Jacques Walter (dir.), *Humanisme & Tolérance. Hommage à Alexandre Marius Déas de Sterio*, 2013, 278 p.
- Anne Masseran et Philippe Chavot (dirs), *Les cultures des sciences en Europe (1). Dispositifs en pratique*, 2013, 240 p.
- Jean-François Diana (dir.), *Spectacles sportifs, dispositifs d'écritures*, 2013, 362 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Carrières de témoins de conflits contemporains (1). Les témoins itératifs*, 2013, 260 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Carrières de témoins de conflits contemporains (2). Les témoins consacrés, les témoins oubliés*, 2014, 412 p.
- Aurélien Boivin, Hans-Jürgen Lüsebrink et Jacques Walter (dirs), *Régionalismes littéraires et artistiques comparés. Québec/Canada – Europe*, 2014, 308 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Carrières de témoins de conflits contemporains (3). Les témoins réflexifs, les témoins pollinisateurs*, 2015, 254 p.
- Carole Bisenius-Penin (dir.), *Résidences d'auteurs, création littéraire et médiations culturelles (1). À la recherche d'une cartographie*, 2015, 170 p.
- Philippe Chavot et Anne Masseran (dirs), *Les cultures des sciences en Europe (2). Dispositifs, publics, acteurs, institutions*, 2015, 272 p.
- Jamil Dakhli (dir.), *À la recherche des publics populaires (1). Faire peuple/Looking for Popular Publics (1). Making People*, 2015, 218 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter, *Vies d'objets, souvenirs de la Grande Guerre. Catalogue*, 2015, 67 p.
- Marc Bonhomme, Alpha O. Barry, Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Les médias au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Formes discursives, publics et enjeux démocratiques*, 2015, 438 p.
- Philippe Bonfils, Philippe Dumas et Luc Massou (dirs), *TICE et muticulturalités. Usages, publics et dispositifs*, 2015, 272 p.
- Béatrice Fleury et Jacques Walter (dirs), *Vies d'objets, souvenirs de guerres*, 2015, 340 p.
- Morelli Pierre, Pignard-Cheyne Nathalie et Baltazrt Didier (dirs), *Publics et TIC. Confrontations conceptuelles et recherches empiriques*, 2016, 365 p.

La revue *Questions de communication*

Revue publiée avec le soutien du Centre de recherche sur les médiations (université de Lorraine, université de Haute-Alsace).

Revue semestrielle, avec comité de lecture, *Questions de communication* favorise l'approfondissement ou le renouvellement des approches sur un thème – objet d'un dossier –, grâce au croisement de contributions faisant référence à différentes traditions scientifiques. Fondée sur le pluralisme, elle suscite des débats sur des concepts ou des méthodes utilisés dans les travaux traitant de l'information-communication (« Échanges », « Notes de recherche »). Enfin, par l'attention à une dimension internationale, elle vise un accroissement de la circulation des connaissances et de la dynamique comparative, notamment par les recensions d'ouvrages français et étrangers. Des colloques sont publiés dans la « série actes ».

Questions de communication est en ligne sur les sites questionsdecommunication.revues.org et cairn.info. Vous y retrouverez l'intégralité des livraisons avec une barrière mobile de deux ans.

INDEXATION/RÉFÉRENCIEMENT : Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, Biblio SHS (Inist, CNRS), Bielefeld Academic Search Engine, Conseil national des universités (71^e section), Directory of Research Journals Indexing, Elektronische Zeitschriftenbibliothek, Francis (Inist), Google Scholar, Héloïse (CCSD, CNRS), Isidore, Journal Base, Newjour (Georgetown University Library), Proquest - CSA - International Bibliography of the Social Sciences, Sherpa/Romeo (University of Nottingham), Sudoc, WorldCat (OCLC).

DIRECTION

Béatrice Fleury • Jacques Walter

COMITÉ DE RÉDACTION

Marie Chagnoux, Gaëlle Crenn, Jean-François Diana, Sébastien Genvo, Angeliki Koukoutsaki-Monnier, Lylotte Lacôte-Gabrysiak, Luc Massou, Jean-Matthieu Méon, Arnaud Mercier, Pierre Morelli, Claude Nosal, Nathalie Pignard-Cheynel, Anne Piponnier, Claude Poissenot, Céline Ségur, Emmanuelle Simon, Brigitte Simonnot, Marieke Stein, Sylvie Thiéblemont-Dollet

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Françoise Bernard (Aix-Marseille Université, France), Gilles Bastin (Sciences Po Grenoble, France), Jean-Jacques Boutaud (Bourgogne, France), Béatrice Damian-Gaillard (Rennes 1, France), Patrice De La Broise (Lille 3, France), Annick Dubied (Genève, Suisse), Pascal Durand (Liège, Belgique), Claudia Feld (Consejo nacional de investigaciones científicas y técnicas, Argentine), Jean-Paul Fourmentraux (EHESS, Paris), Marie-Pierre Fourquet (Aix-Marseille Université, France), Hervé Glevarec (CNRS, France), Fabien Granjon (Paris 8, France), Roselyne Koren (Bar-Ilan, Tel Aviv, Israël), Anna Krasteva (New Bulgarian University, Bulgarie), Philippe Le Guern (Nantes, France), Marc Lits (Louvain, Belgique), Catherine Loneux (Rennes 2, France), Hans-Jürgen Lüsebrink (Sarre, Allemagne), Éric Maigret (Sorbonne nouvelle-Paris 3, France), Tristan Mattelart (Paris 8, France), Dominique Meunier (Montréal, Canada), Bruno Ollivier (Réunion, France), Geoffroy Patriarche (Saint-Louis-Bruxelles, Belgique), Daniel Peraya (Genève, Suisse), Serge Proulx (Montréal, Canada), Alain Rabatel (Lyon 1, France), Guillaume Soulez (Sorbonne nouvelle-Paris 3, France), Bénédicte Toullec (Rennes 1, France), Adeline Wrona (Paris-Sorbonne, France)

SECRÉTARIAT DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MÉDIATIONS

Josette Linder

Centre de recherche sur les médiations
UFR Sciences humaines et sociales – Metz
île du Saulcy BP 30309
F. 57045 Metz Cedex 01

Tél. : 03 87 54 74 98 • Fax : 03 87 31 55 06
crem-contact@univ-lorraine.fr

PUN - ÉDITIONS UNIVERSITAIRES DE LORRAINE

42-44, avenue de la Libération
BP 33-47

F. 54014 Nancy Cedex
Tél. : 03 54 50 46 92
Fax : 03 54 50 46 94

edulor-edition@univ-lorraine.fr

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET RÉALISATION GRAPHIQUE

Rudy Hahusseau, Crem
crem-edition-contact@univ-lorraine.fr

SITE INTERNET

questionsdecommunication.revues.org





Tous les dossiers de *Questions de communication*

- 29 | 2016 - L'antibiorésistance, un problème en quête de publics
- 28 | 2015 - Plasticité des dispositifs numériques
- 27 | 2015 - L'alimentation, une affaire publique ?
- 26 | 2014 - La pornographie et ses discours
- 25 | 2014 - La ville, une œuvre ouverte ?
- 24 | 2013 - Renouveau des mises en scène télévisuelles de la politique
- 23 | 2013 - Figures du sacré
- 22 | 2012 - Patrimonialiser les musiques populaires et actuelles
- 21 | 2012 - 10 ans déjà, 10 questions de communication
- 20 | 2011 - Évoquer la mort
- 19 | 2011 - Annoncer la mort
- 18 | 2010 - Les non-usagers des TIC
- 17 | 2010 - Les cultures des sciences en Europe
- 16 | 2009 - Journalistes et sociologues
- 15 | 2009 - Pathologies sociales de la communication
- 14 | 2008 - Moteurs de recherche. Usages et enjeux
- 13 | 2008 - La responsabilité collective dans la presse
- 12 | 2007 - Crises rhétoriques, crises démocratiques
- 11 | 2007 - Malades et maladies dans l'espace public
- 10 | 2006 - Humour et médias. Définitions, genres et cultures
- 09 | 2006 - Rôles et identités dans les interactions conflictuelles
- 08 | 2005 - Mondes arabophones et médias
- 07 | 2005 - Espaces politiques au féminin
- 06 | 2004 - Intellectuels, médias et médiations. Autour de la Baltique
- 05 | 2004 - Psychologie sociale, traitements et effets des médias
- 04 | 2003 - Interculturalités
- 03 | 2003 - Frontières disciplinaires
- 02 | 2002 - L'expertise en situation
- 01 | 2002 - Les médias et les guerres en ex-Yougoslavie